

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2019

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2019

La présente Communication en Conseil des Ministres vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2019, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

A fin septembre 2019, les ressources ont été mobilisées à hauteur de **4.544,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 4.767 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,3%. Ces réalisations comprennent 2.683,1 milliards de FCFA de recettes fiscales, 93,6 milliards de FCFA de recettes non fiscales, 1.054,6 milliards de FCFA d'emprunts sur les marchés monétaire et financier, 621,9 milliards de FCFA de ressources extérieures et 91,5 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Les recettes fiscales ont été collectées à hauteur de **2.683,1 milliards de FCFA** à fin septembre 2019, avec un écart positif de 19,8 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 2.663,2 milliards de FCFA arrêté à l'issue de la sixième revue du Programme Economique et Financier.

Cet écart positif résulte principalement du bon niveau de recouvrement des impôts et taxes suivants :

- **les revenus du pétrole et du gaz** se sont établis à 99,4 milliards de FCFA, avec un écart positif de 11,7 milliards de FCFA par rapport à la prévision de 87,7 milliards de FCFA. Ce résultat est essentiellement lié aux revenus de gaz qui enregistrent un niveau de réalisation de 59,6 milliards de FCFA contre une prévision de 48,3 milliards de FCFA, en lien avec un niveau de production plus important que prévu ;
- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** ont été recouvrées à hauteur de 650,6 milliards de FCFA, contre une prévision de 648 milliards de FCFA, soit un écart positif de 2,6 milliards de FCFA qui s'explique principalement par un niveau moyen des prix unitaires des marchandises importées plus élevé que prévu (+4,2%) ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en régime intérieur** a été collectée à hauteur de 325,1 milliards de FCFA pour une prévision de 320 milliards de FCFA. L'écart positif de 5,1 milliards de FCFA enregistré est exclusivement dû à un niveau moins élevé (21,6 milliards de FCFA) que prévu (26,4 milliards de FCFA) de la part TVA affectée au secteur électricité ;
- **les patentes et licences** ont été perçues à hauteur de 32 milliards de FCFA avec un écart positif de 1,5 milliard de FCFA par rapport à la prévision de 30,5 milliards de FCFA, en relation avec la bonne tenue des secteurs du commerce et des transports ;
- **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** ont été recouvrées à hauteur de 277 milliards de FCFA contre une prévision de 275,6 milliards de FCFA, soit un écart positif de 1,4 milliard de FCFA, en lien avec une évolution plus favorable qu'attendue de la taxation sur le gasoil (166,4 f/l contre une prévision de 162,8 f/l).

Le bon niveau de recouvrement des impôts et taxes susmentionnés a été néanmoins atténué par une évolution moins favorable du recouvrement de certaines taxes notamment :

- **les taxes à l'exportation** qui sont ressorties à 283,5 milliards de FCFA pour un objectif de 286,7 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 3,3 milliards de FCFA, en relation avec un niveau moins élevé que prévu du volume des exportations de cacao (1.431.626 tonnes en réalisation contre 1.446.087 tonnes en prévision) ;
- **les droits d'enregistrement et de timbres** qui enregistrent un écart négatif de 0,4 milliard de FCFA, résultant d'un niveau de recouvrement de 95,9 milliards de FCFA, inférieur à la prévision de 96,3 milliards de FCFA.

Les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de **93,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 145,9 milliards de FCFA. L'écart négatif de 52,2 milliards de FCFA enregistré résulte essentiellement de la non-perception des produits initialement attendus de la privatisation des actifs de l'Etat au sein de

la société Orange Côte d'Ivoire pour un montant de **100 milliards de FCFA**. Le niveau de réalisation des recettes non fiscales intègre cependant un paiement de **19,4 milliards de FCFA** au titre des licences de télécommunications non initialement attendus au troisième trimestre, ainsi qu'un montant de **20,5 milliards de FCFA** perçu au titre des commissions sur transferts hors UEMOA.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **1.054,6 milliards de FCFA** contre 1.148 milliards de FCFA prévus. Ces ressources sont constituées de 327,5 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires par syndication, 120,5 milliards de FCFA de bons du Trésor, 310,8 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émis par adjudication et 295,8 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Quant aux ressources extérieures, elles ont été mobilisées à hauteur de **621,9 milliards de FCFA** contre un objectif de 713,4 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 87,2%. Ces ressources sont composées de 408,3 milliards de FCFA de tirages sur emprunts-projets (90,8% de taux de réalisation), de 56,1 milliards de FCFA de tirages sur dons-projets (52% de taux de réalisation) et de 157,5 milliards de FCFA d'appuis budgétaires (101,2% de taux de décaissement).

Les ressources de trésorerie se sont établies à **91,5 milliards de FCFA** et comprennent les recettes affectées au remboursement des crédits de TVA pour 69,9 milliards de FCFA et la part des recettes de TVA reversée au secteur de l'électricité à hauteur de 21,6 milliards de FCFA.

II- EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses exécutées à fin septembre 2019 s'élèvent globalement à **4.542,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 4.597,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 98,8%. Ces dépenses se décomposent comme suit :

Le paiement du service de la dette publique est ressorti à **1.288,6 milliards de FCFA**, contre une prévision de 1.284,3 milliards de FCFA en raison de l'évolution des taux de change. Les paiements effectués comprennent 789,9 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 498,7 milliards de FCFA pour la dette extérieure.

Les dépenses de personnel se sont situées à **1.262,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.289,1 milliards de FCFA, soit une sous-consommation de 26,2 milliards de FCFA, expliquée essentiellement par le retard observé dans la transmission des dossiers de premier mandatement et l'application de la mesure de suspension des salaires des enseignants grévistes.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de **56,8 milliards de FCFA** contre une prévision de 71,3 milliards de FCFA. Elles comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (42,7 milliards de FCFA), de téléphone (7,6 milliards de FCFA) et d'eau (6,5 milliards de FCFA). L'écart de 14,5 milliards de FCFA observée s'explique par les retards dans la transmission des factures.

Les subventions et transferts se sont établis à **290,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 278,4 milliards de FCFA, soit un dépassement de 12,2 milliards de FCFA qui s'explique principalement par un niveau de subvention au secteur de l'électricité de 9,6 milliards de FCFA non initialement prévu, en lien avec la hausse des revenus de gaz qui servent à compenser les abonnements de l'Etat.

Les autres dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de **427,8 milliards de FCFA** contre une prévision de 384,4 milliards de FCFA, en lien avec la mise en œuvre du programme social du Gouvernement qui s'est traduit notamment par une exécution accélérée des opérations sociales ciblées, ainsi que l'exécution budgétaire plus diligente de certaines dépenses spécifiques telles que le carburant armée.

Concernant **les dépenses de sécurité et d'élections**, elles se sont établies à **34,9 milliards de FCFA** et ont concerné principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité.

Quant aux **dépenses d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections), elles sont ressorties **1.089,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.175,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 92,7%. Ces dépenses ont été financées à 57,4% sur les ressources intérieures et 42,6% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections) par ministère et institution, fait ressortir que vingt-trois (23) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 50%, douze (12) ont réalisé des taux d'exécution compris entre 50% et 75%, et seize (16) ont affiché des taux d'exécution supérieurs à 75%.

Enfin, les dépenses de trésorerie se sont situées à **91,5 milliards de FCFA** et concernent les dépenses de remboursement de crédits de TVA pour 69,9 milliards de FCFA, et les dépenses relatives au reversement de la part des recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité à hauteur de 21,6 milliards de FCFA.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **1.855,1 milliards de FCFA**, enregistrant un dépassement de 320,1 milliards de FCFA par rapport à l'objectif plancher de 1.535 milliards de FCFA fixé à fin septembre 2019.

Le solde budgétaire à fin septembre 2019 ressort ainsi à **-594,6 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher de -614 milliards de FCFA tel que fixé dans le cadre du programme économique et financier.

CONCLUSION

La situation de l'exécution du budget à fin septembre 2019 fait ressortir un bon niveau de recouvrement des recettes fiscales par rapport aux objectifs et une exécution relativement satisfaisante des dépenses d'investissement.

Le suivi rigoureux de l'exécution des dépenses, en lien avec le rythme de mobilisation des ressources a permis d'assurer le respect du critère du programme économique et financier relatif au solde budgétaire à fin septembre 2019.

Les efforts de recouvrement des ressources, d'amélioration de la consommation des crédits d'investissement et de maîtrise des charges de fonctionnement se poursuivront au cours du quatrième trimestre 2019, en vue de garantir la bonne exécution du programme économique et financier ainsi que l'atteinte des objectifs du PND.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire au troisième trimestre 2019, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Adama COULIBALY

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin septembre 2019)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin septembre		LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin juin	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	6 606,8	4 670,6	4 453,2	DEPENSES BUDGETAIRES	6 606,8	4 501,0	4 451,0
Ressources intérieures	5 286,9	3 957,1	3 831,3	Dettes publiques	1 821,4	1 284,3	1 288,6
Recettes fiscales	3 669,1	2 663,2	2 683,1	Dettes intérieures	1 062,4	767,5	789,9
DGI	2 085,9	1 446,2	1 463,4	Principal		609,1	616,2
dont FER				Intérêts		158,4	173,7
TRESOR	9,4	6,6	8,6	Dettes extérieures	759,1	516,9	498,7
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 573,7	1 210,4	1 211,1	Principal		257,0	241,4
dont FER				Intérêts		259,9	257,3
Recettes non fiscales	188,8	145,9	93,6	Dépenses ordinaires	2 861,1	2 023,1	2 038,0
Privatisation et vente d'actifs	102,0	102,0	0,0	Personnel	1 720,8	1 289,1	1 262,8
Transfert des entreprises	1,5	0,0	0,2	Abonnement	104,1	71,3	56,8
Revenus du domaine DGI	32,3	20,2	20,2	Subventions et transferts	391,2	278,4	290,6
Licences de télécommunication	20,6	0,0	19,4	dont subvention au secteur électricité	0,0	0,0	9,6
Intégration ressources additionnelles C2D				Autres dépenses de fonctionnement	645,0	384,4	427,8
Fonds d'investissement en milieu rural				dépenses sociales ciblées		3,4	10,3
Autres recettes non fiscales	32,5	23,7	53,8	Charges de fonctionnement des services		370,9	403,6
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 429,0	1 148,0	1 054,6	Dépenses de sécurité et d'élections	16,6	18,2	34,9
Emprunts obligataires		435,0	327,5	Financement intérieur		18,2	34,9
Bons et obligations du Trésor		213,0	431,3	dont investissement			
Eurobonds		500,0	295,8				
Autres emprunts							
Ressources extérieures	1 319,9	713,5	621,9	Dépenses d'investissement	1 907,7	1 175,4	1 089,4
Appuis budgétaires	378,8	155,6	157,5	Financement intérieur	967,4	617,5	625,0
FMI	152,5	76,2	78,1	Investissement FIMR		6,3	6,3
Banque Mondiale	55,0	0,0	0,0	Construction barrage de Soubré	0,0	0,0	0,0
AFD (C2D)	146,7	73,8	73,8	Projets C2D	158,7	119,0	48,6
Gouvernement Espagnol (C2D)	11,1	5,6	5,6	Couverture Maladie Universelle (CMU)	4,5	3,4	4,0
UE	13,4	0,0	0,0				
BAD		0,0	0,0				
Financement extérieur	940,2	557,8	464,4	Financement extérieur	940,2	557,8	464,4
Dons-projets	780,4	107,9	56,1	Dons-projets	159,8	107,9	56,1
Emprunts-projets	159,8	449,9	408,3	Emprunts-projets	780,4	449,9	408,3
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		96,3	91,5	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		96,3	91,5
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		69,9	69,9	Remboursement de crédits de TVA		69,9	69,9
TVA secteur électricité		26,4	21,6	Reversement TVA au secteur électricité		26,4	21,6
TOTAL GENERAL	6 606,8	4 767,0	4 544,7	TOTAL GENERAL	6 606,8	4 597,3	4 542,5

ANNEXE 2
EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
(Etat de réalisation à fin septembre 2019)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN SEPTEMBRE		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	2 663,2	2 683,1	19,8
DGI	1 446,2	1 463,4	17,2
Impôts directs	815,6	823,6	8,0
BIC pétrole et gaz	61,1	69,6	8,4
- BIC pétrole	27,8	27,8	0,0
- BIC gaz	33,3	41,7	8,4
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	754,5	754,0	-0,4
- BIC hors pétrole	296,2	295,3	-0,9
- Impôt synthétique et AIRSI	15,4	15,4	0,1
Impôts sur revenus et salaires	378,5	378,8	0,3
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	64,4	64,6	0,2
Impôts indirects	630,7	639,8	9,2
TVA (hors part secteur électricité)	320,0	325,1	5,1
TOB	52,4	52,4	0,0
Taxes sur boissons et tabacs	37,7	37,7	0,0
Droits d'enregistrement et de timbre	96,3	95,9	-0,4
dont enregistrement café cacao	24,4	24,4	0,0
Patentes et Licences	30,5	32,0	1,5
Taxes d'exploitation pétrolière	11,5	11,9	0,4
Taxe d'exploitation du gaz	15,0	17,9	2,9
Taxes sur les télécommunications	37,3	37,3	0,0
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	15,2	15,2	0,0
Taxe sur le caoutchouc	0,1	0,1	0,0
Taxe ad valorem	12,5	12,5	0,0
Accises et autres taxes indirectes	2,0	1,8	-0,2
dont Taxe pr le dev touristique	0,5	0,5	0,0
TRESOR	6,6	8,6	19
Impôts directs	5,4	7,6	2,2
Impôts sur revenus et salaires	5,4	7,6	2,2
Impôts indirects	1,2	0,9	-0,3
Timbres et vignettes	1,2	0,9	-0,3
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
DGD (hors PCC, PCS et SGS)	1 210,4	1 211,1	0,7
Droits et taxes à l'importation	923,6	927,6	3,9
Taxes sur produits pétroliers	275,6	277,0	1,4
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	648,0	650,6	2,6
Taxes à l'exportation	286,7	283,5	-3,3

**ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Ministères et Institutions
(hors dépenses "sécurité et élection")**

MINISTERE/INSTITUTION	Dotation 2019 (Budget)	Dotation 2019 (Budget ajusté)	Exécution fin septembre 2019	Taux d'exécution	
				Base budget	base budget ajusté
Ministère des Mines et de la Géologie	250 000 000	250 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Artisanat	1 014 698 352	1 014 698 352	10 500 000	1,0%	1,0%
Ministère des Affaires Etrangères	5 772 391 232	5 772 391 232	308 054 336	5,3%	5,3%
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	33 337 306 742	33 337 306 742	1 811 347 394	5,4%	5,4%
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	450 000 000	450 000 000	30 274 080	6,7%	6,7%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	1 444 636 307	1 444 636 307	100 483 575	7,0%	7,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de	10 000 000 000	10 000 000 000	1 070 767 938	10,7%	10,7%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, charge de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	25 109 240 675	25 109 240 675	3 460 168 615	13,8%	13,8%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9 098 056 683	9 098 056 683	1 620 940 967	17,8%	17,8%
Ministère de l'Hydraulique	67 568 834 924	67 568 834 924	15 354 991 951	22,7%	22,7%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	213 300 000	213 300 000	52 524 780	24,6%	24,6%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	160 412 044 948	160 412 044 948	41 296 879 402	25,7%	25,7%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	534 000 000	534 000 000	152 932 442	28,6%	28,6%
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	155 708 616 537	114 432 518 380	49 092 709 813	31,5%	42,9%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	14 397 037 246	14 397 037 246	4 619 978 664	32,1%	32,1%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	454 567 000	454 567 000	159 088 712	35,0%	35,0%
Ministère des Sports	35 604 953 642	35 604 953 642	12 806 713 072	36,0%	36,0%
Ministère des Transports	30 392 531 211	30 392 531 211	11 205 633 036	36,9%	36,9%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	296 838 341 310	296 838 341 310	114 942 192 000	38,7%	38,7%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargé de l'Autonomisation des Femmes	2 925 242 964	2 925 242 964	1 227 026 962	41,9%	41,9%
Secrétariat d'Etat au renforcement des Capacités	966 200 000	966 200 000	405 700 000	42,0%	42,0%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	685 085 331 216	685 085 331 216	311 217 208 948	45,4%	45,4%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	9 287 777 609	9 287 777 609	4 565 555 688	49,2%	49,2%
Primature et Services Rattachés	30 928 789 808	30 928 789 808	16 060 901 068	51,9%	51,9%
Ministère des Eaux et Forêts	4 382 423 083	4 382 423 083	2 332 816 635	53,2%	53,2%
Ministère de la Fonction Publique	672 000 000	672 000 000	361 425 000	53,8%	53,8%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	19 671 216 000	19 671 216 000	10 841 737 026	55,1%	55,1%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	26 826 139 838	26 826 139 838	15 175 635 539	56,6%	56,6%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	73 806 250 899	73 806 250 899	43 058 928 661	58,3%	58,3%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	12 604 925 326	12 604 925 326	7 588 687 844	60,2%	60,2%
Ministère de la Promotion des PME	550 000 000	550 000 000	333 769 999	60,7%	60,7%
Ministère du Plan et du Développement	8 503 423 134	8 503 423 134	5 168 866 013	60,8%	60,8%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	15 636 639 332	15 636 639 332	9 908 830 952	63,4%	63,4%
Représentation Nationale	1 140 641 166	1 140 641 166	812 586 612	71,2%	71,2%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre des Transports, charge des Affaires Maritimes	19 261 856 272	19 261 856 272	14 399 992 549	74,8%	74,8%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	55 443 517 635	55 443 517 635	41 649 245 001	75,1%	75,1%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	51 577 635 017	51 577 635 017	39 528 788 141	76,6%	76,6%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	21 165 102 941	21 165 102 941	16 531 085 194	78,1%	78,1%
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissements Privé	4 500 000 000	4 500 000 000	3 521 075 000	78,2%	78,2%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	6 816 169 903	6 816 169 903	5 409 428 382	79,4%	79,4%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	76 251 203 461	76 251 203 461	63 096 919 489	82,7%	82,7%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	8 937 202 605	8 937 202 605	7 564 221 136	84,6%	84,6%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de L'Extérieur	370 000 000	370 000 000	325 035 000	87,8%	87,8%
Ministère de L'Economie et des Finances	20 007 588 903	20 007 588 903	18 656 190 967	93,2%	93,2%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	14 506 227 468	14 506 227 468	14 066 111 467	97,0%	97,0%
Présidence de la République	61 785 400 589	61 785 400 589	59 993 646 138	97,1%	97,1%
Ministère de la Communication et des Médias	8 814 304 520	8 814 304 520	8 679 890 183	98,5%	98,5%
Ministère de la Promotion de la Riziculture	1 642 000 000	1 642 000 000	1 640 527 500	99,9%	99,9%
Cour des Comptes	400 000 000	400 000 000	400 000 000	100,0%	100,0%
Commission Electorale Indépendante	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100,0%	100,0%
Cour Suprême	200 000 000	200 000 000	200 000 000	100,0%	100,0%
Total hors CS	2 093 365 766 498	2 052 089 668 341	982 918 013 871	47,0%	47,9%
Comptes spéciaux	160 876 000 000	160 876 000 000	106 484 000 000	66,2%	66,2%
Total Général	2 254 241 766 498	2 212 965 668 341	1 089 402 013 871	48,3%	49,2%

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN SEPTEMBRE 2019

(toutes sources de financement confondues)

Domaines	2018	2019		
	Réalisation	Budget	Objectif fin septembre	Exécution à fin Septembre
01 Agriculture et développement rural	79 081 607 354	120 312 806 588	45 340 838 448	92 091 691 697
01.0 Administration générale	39 811 123 578	76 043 709 424	20 468 966 778	48 240 777 969
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	4 526 739 856	15 887 752 911	4 601 179 201	5 907 183 915
01.2 Formation et encadrement	14 238 594 465	14 405 017 655	8 849 881 432	33 696 957 365
01.3 Aménagement hydro-agricole	7 131 832 678	1 436 326 598	4 734 152 648	1 111 772 449
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	13 373 316 777	12 540 000 000	6 686 658 389	3 135 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	12 086 752 487	17 877 018 191	10 345 613 591	7 656 470 616
02.0 Administration générale / formation et encadrement	7 770 224 942	8 069 532 323	5 541 314 607	5 939 066 959
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 818 987 299	1 141 298 290	653 147 825	981 916 899
02.2 Pêche et aquaculture	2 497 540 246	8 666 187 578	4 151 151 159	735 486 758
03 Education	1 194 451 418 844	1 315 560 109 823	897 878 940 384	900 070 389 783
03.0 Administration générale	26 896 398 992	25 594 844 596	22 159 696 912	26 009 286 195
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	527 995 689 628	557 007 736 161	399 403 512 710	386 323 108 378
03.2 Alphabétisation	439 051 007	451 957 329	283 610 936	68 350 473
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	407 773 655 749	481 863 643 309	317 143 397 245	299 132 599 213
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	231 346 623 468	250 641 928 428	158 888 722 581	188 537 045 525
04 Santé	305 583 559 857	376 303 806 792	241 283 026 445	221 871 125 105
04.00 Administration générale santé	174 093 180 393	192 003 509 847	123 007 547 067	144 739 010 972
04.01 Système de santé primaire	60 915 975 433	73 092 125 369	57 214 741 786	38 507 248 849
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	4 524 269 654	1 500 000 000	1 235 499 237	1 841 423 329
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	14 776 899 337	36 099 873 750	18 048 365 532	2 260 338 122
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	760 620 421	12 643 574 793	6 919 551 502	168 659 215
04.05 VIH/SIDA	11 889 943 867	18 487 058 366	6 953 638 498	583 870 570
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	38 622 670 752	42 477 664 667	27 903 682 822	33 770 574 047
05 Eau et Assainissement	57 568 617 761	99 973 664 876	60 446 553 946	32 401 803 839
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	49 102 822 925	40 352 149 961	51 712 704 706	24 278 594 689
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	8 465 794 836	59 621 514 915	8 733 849 240	8 123 209 150
06 Energie	189 458 608 680	131 231 391 096	54 287 064 475	210 708 525 843
06.1 Accès à l'électricité	189 458 608 680	131 231 391 096	54 287 064 475	210 708 525 843
07 Routes et ouvrages d'art	426 659 068 562	296 756 009 782	135 344 924 008	317 110 348 459
07.1 Entretien pistes rurales	28 421 475 403	2 362 667 070	4 096 235 946	13 339 773 538
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	15 241 798 157	1 000 000 000	308 874 809	3 805 057 420
07.3 Autres travaux routiers	382 995 795 002	293 393 342 712	130 939 813 253	299 965 517 500
08 Affaires Sociales	24 576 892 910	39 186 056 344	27 113 474 266	19 970 269 029
08.0 Administration générale	16 396 889 801	18 248 796 462	15 230 418 780	15 594 516 516
08.1 Formations destinées aux femmes	1 077 517 875	461 005 479	244 544 970	815 005 228
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 831 575 053	3 344 577 359	2 065 609 752	1 561 180 459
08.3 Formation au personnel d'appui	1 532 578 922	1 499 223 102	1 164 928 608	1 103 877 092
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 738 331 259	15 632 453 942	8 407 972 157	895 689 734
09 Décentralisation	59 632 931 163	76 536 733 977	43 622 101 290	49 617 978 049
09.1 Décentralisation	59 632 931 163	76 536 733 977	43 622 101 290	49 617 978 049
10 Reconstructions et réhabilitations	8 805 296 159	9 483 702 707	5 953 301 201	1 070 767 938
10.1 Reconstruction et réhabilitation		300 000 000	280 072 357	
10.2 Habitat et logement sociaux	8 805 296 159	9 183 702 707	5 673 228 844	1 070 767 938
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	3 536 948 975	22 271 964 393	13 389 688 842	2 495 281 974
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 425 982 215	21 080 050 545	11 905 853 808	1 728 677 708
11.2 Appui et suivi DSRP			926 624 428	
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 110 966 760	1 191 913 848	557 210 607	766 604 266
TOTAL	2 361 441 702 752	2 505 493 264 569	1 535 005 526 897	1 855 064 652 333

Source: SIGFIP-DGBF